



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 17 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LUC DURAND

L'ECHASSIERE
PRUILLE

49770 Longuenée-en-Anjou

Références : 2024-118_INSP_RAP_AS_DURAND-Durtal
Code AIOT : 0006303120

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2024 dans l'établissement LUC DURAND implanté La Carrière 49430 Durtal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUC DURAND
- La Carrière 49430 Durtal
- Code AIOT : 0006303120
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière de sables et de graviers, dont les extractions et les installations de traitement ont cessé et sont évacuées depuis plusieurs années. Cette carrière dessert des chantiers locaux, ce qui explique la lenteur de l'évacuation des matériaux nobles et le faible rythme de remblaiement par des matériaux inertes provenant des chantiers locaux.

Un dossier de prolongation de l'autorisation d'exploiter est à l'instruction pour permettre d'achever ces évacuations et le réaménagement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plans	Arrêté Préfectoral du 07/07/2014, article 2.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 07/07/2014, article Art. 2.4.7 et Titre 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 07/07/2014, article 3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 07/07/2014, article 1.4	Sans objet
2	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 07/07/2014, article 1.6.3	Sans objet
3	Remblaiement en matériaux inertes	Arrêté Préfectoral du 07/07/2014, article 2.4.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le seul équipement présent sur site est une chargeuse pour le remplissage des camions chargeant le sable. La carrière est en réaménagement coordonné avec l'évacuation des matériaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2014, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation
Prescription contrôlée – L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 10 années à compter de la notification du présent arrêté
Constats – L'autorisation administrative d'exploiter cette carrière s'achève le 07/07/2024. Aucune extraction n'est réalisée et les installations de traitements des matériaux ont été évacuées, une situation déjà constatée lors de l'inspection du 24/06/2020. Son maintien en activité résulte de la seule existence du dépôt de matériaux extraits et traités en attente d'expédition et du réaménagement coordonné de l'excavation qui est progressivement remblayée avec des déchets inertes de chantiers locaux. L'échéance de fin d'exploitation étant trop proche pour réaliser l'intégralité des travaux restants à conduire, l'exploitant a présenté un Porter A Connaissance (PAC) visant à prolonger l'autorisation administrative de 2 ans afin d'achever l'évacuation des matériaux nobles et de remettre le site en état. L'étalement de la durée d'achèvement de ces travaux résulte, pour partie, de l'isolement du site qui alimente des chantiers locaux et récupère, pour son remblaiement, des matériaux provenant essentiellement de chantiers du Groupe DURAND, ce qui contribue à alimenter le tissu économique local et à limiter la circulation de poids-lourds sur de longues distances. Le PAC, présenté le 15/04/2024, est à l'instruction. L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de produire l'acte de cautionnement des garanties financières dont le calcul est présenté dans le dossier communiqué , mais il semble que la procédure d'établissement de l'acte par la banque nécessite de détenir l'arrêté du préfet afin de le rédiger. Le projet d'arrêté sera proposé dans les prochains jours avec obligation de produire l'acte de cautionnement dès sa notification.
Proposition de suites : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2014, article 1.6.3
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité, réaffectation des espaces
Prescription contrôlée – [...], l'usage pris en compte est le suivant : création d'un secteur à vocation agricole [...]
Constats – L'implantation de la carrière laisse apparaître une situation enclavée entre des bois, de haies denses et des voies de circulation, un espace plutôt fermé peu favorable à la réalisation de grandes cultures, ce qui conduit l'exploitant à évoquer une destination future d'espace naturel, au demeurant comme semble le prévoir le PLU. A noter que la technique de réaménagement qui consiste à remblayer l'excavation avec des déchets inertes et à la recouvrir d'une couche de terre végétale est compatible avec les deux affectations futures potentielles de cette parcelle, zone naturelle ou agricole. Par ailleurs, l'exploitant s'interroge sur la possibilité d'implanter une ferme solaire sur le site. Dans la perspective d'un tel projet, notamment la rédaction du dossier de demande d'autorisation au titre du permis de construire, il souhaite initier une étude faune/flore (4 saisons) dont les résultats seront connus dans 1 an et qui sont susceptibles de faire évoluer les conditions de réaménagement initialement prévues.

Sachant que l'installation de panneaux photovoltaïques ne peut être autorisée qu'après la sortie de l'établissement du régime des installations classées, **il appartient à l'exploitant, si nécessaire, de demander la modification des conditions de remise en état de la carrière.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Remblaiement en matériaux inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2014, Art. 2.4.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement par des matériaux inertes

Prescription contrôlée – [...] Les apports extérieurs utilisés pour le remblaiement sont des terres non polluées, pierres et cailloux naturels, matériaux de terrassement relevant du code déchets 17 05 04 [...]

Constats – L'inspection a rappelé que les dispositions de l'arrêté ministériel du 12/12/2014, relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées, s'appliquent et qu'il lui appartient de justifier de la traçabilité des matériaux admis.

Les conditions d'accueil sur cette carrière (absence de local et d'outils de suivi des activités) n'étant pas propices à cette typologie de contrôles, il a été convenu avec l'exploitant que la thématique « Admission des déchets inertes extérieurs dans le cadre du réaménagement des carrières et des ISDI » ferait l'objet d'une inspection spécifique ultérieure au siège de l'entreprise. Les points de contrôles associés nécessitent en effet d'avoir accès aux outils numériques, documents et ressources humaines spécifiques à ces questions. Cette proposition est d'autant plus pertinente que l'exploitant précise que les conditions d'admissions et la traçabilité des déchets inertes entrants est partagée par tous les sites du Groupe DURAND.

Proposition de suites : Sans suite

N° 4 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2014, article 2.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Plans

Prescription contrôlée – Un plan d'échelle adaptée à la superficie des exploitations, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an [...]

Constats – **L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le dernier plan établi des installations de moins d'1 an.**

La prescription précise que le plan est disponible sur site, ce qui n'était pas le cas. En l'absence de structure d'accueil (bureau...), la situation peut être considérée comme satisfaisante que si l'exploitant est en mesure de présenter ce plan pendant l'inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2014, Art. 2.4.7 et Titre 3

Thème(s) : Risque chronique, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée – Art. 2.4.7 [...] Lorsque des résultats de contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées, ils sont systématiquement accompagnés des commentaires de l'exploitant qui en fait une analyse préalable [...]

Art. 3.2.3 L'exploitant assure la surveillance de la qualité des eaux rejetées

Art. 3.3.3 L'exploitant met en place un réseau permettant le suivi des retombées des poussières dans l'environnement

Art. 3.5.4 L'exploitant fait réaliser [...] tous les 5 ans une mesure des émissions sonores et des émergences [...]

Constats – L'exploitant a déclaré poursuivre la surveillance environnementale telle que prescrite dans son arrêté d'autorisation. L'arrêté prévoyant que ce suivi est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, **il est demandé à l'exploitant de transmettre les rapports d'analyses et de contrôles des 2 derniers exercices (eau et poussières) et du dernier rapport de mesures de bruits dans l'environnement.**

Pour le suivi des poussières (2 campagnes annuelles en juin et septembre) et du bruit, les rapports doivent explicitement préciser que les contrôles ont eu lieu pendant une période représentative des activités des installations.

Pour chacun des contrôles, il est attendu, outre les résultats des mesures et leur implantation, une conclusion commentée de l'exploitant quant à la conformité des résultats.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Rejets d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2014, Art. 3.2.2

Thème(s) : Risque chronique, Circuits de rejets

Prescription contrôlée – Les eaux de ruissellement du site sont dirigées vers un bassin de décantation puis vers la réserve incendie. Le trop-plein est dirigé vers un séparateur d'hydrocarbures puis vers le fossé de la voie communale de « Chalou ».

Constats – Lors de la visite, un unique bassin de collecte et de décantation des eaux de ruissellement a été identifié disposant de 2 canalisations de diamètre différent et positionnées à des hauteurs légèrement différentes.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le plan de gestion des eaux notamment le positionnement du point de rejet et d'indiquer les raisons pour lesquelles les autres ouvrages prescrits à l'article référencé du point de contrôle n'ont pu être constatés.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : 1 mois